

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	15/04/2016	2016-4762
ENREGISTREMENT	02/05/2016	132782/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 41 BIS  
-----

Séance du mercredi 13 avril 2016  
-----

Convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 41 du 25 mars 1986 concernant le cautionnement

x                      x                      x

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 41 BIS DU 13 AVRIL 2016 MODIFIANT LA  
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 41 DU 25 MARS 1986 CONCERNANT LE  
CAUTIONNEMENT**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 23, 1<sup>er</sup> alinéa qui stipule que le travailleur ne peut être tenu de fournir un cautionnement qu'en conformité des stipulations d'une convention collective de travail ou, à défaut d'une telle convention, d'une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal ;

Vu la loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais des préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement, en particulier les articles 24, 1° et 41 ;

Vu la convention collective de travail n° 41 du 25 mars 1986 concernant le cautionnement enregistrée le 9 avril 1986 sous le numéro 15.936/CO/CNT ;

Considérant que la convention collective de travail n° 41 a pour objet de déterminer les dispositions en vertu desquelles un travailleur peut être tenu de fournir un cautionnement, à défaut d'une autre convention collective de travail prévoyant de telles dispositions ;

Considérant que le montant du cautionnement est établi, selon la convention collective de travail n° 41, en fonction de la rémunération annuelle du travailleur et est adapté annuellement ;

Considérant que le montant du cautionnement est fixé, par la convention collective de travail n° 41, selon que la rémunération annuelle dépasse ou non 811.000 francs belges. Ce montant correspond à la limite de rémunération applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986 en vertu de l'article 67 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail pour la fixation de la durée de la période d'essai des employés ;

Considérant que l'article 67 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail a été abrogé au 1<sup>er</sup> janvier 2014 par la loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais des préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement ;

Considérant toutefois que le montant de 811.000 francs belges est maintenu en tant que rémunération pivot, fixée comme une norme autonome par le Conseil national du Travail, mais que ce montant doit être transposé en euros. Considérant que pour cette transposition, il y a lieu de retenir le montant de la rémunération fixé par l'article 67 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, tel qu'il aurait dû être adapté au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Considérant en effet qu'une adaptation annuelle du montant de la rémunération pivot est prévue à l'article 4, alinéa 2 de la convention collective de travail n° 41, qui se réfère pour ce faire à l'article 131 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Considérant que cet article 131 déterminait notamment les modalités d'adaptation du montant mentionné à l'article 67 de la même loi, jusqu'à l'abrogation de cette dernière disposition ;

Considérant que cette adaptation devra dorénavant être appliquée par le Conseil national du Travail et qu'il en résulte que la référence faite à l'article 131 de la loi du 3 juillet 1978 n'est plus opportune et doit être remplacée par un mode de calcul propre à la convention collective de travail n° 41 ;

Considérant néanmoins que la formule d'adaptation de l'article 131 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail doit servir de base à la formule d'adaptation propre à la convention collective de travail n° 41, moyennant les adaptations appropriées ;

Considérant à cet égard que la convention collective de travail n° 78 du 30 mars 2001 relative à l'introduction de l'euro dans les conventions collectives de travail devra dorénavant s'appliquer, quant à ses règles d'ajustement des montants.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- l'Union des Classes moyennes
- « De Unie van Zelfstandige Ondernemers »

- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu le 13 avril 2016, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

#### Article 1<sup>er</sup>

L'article 4 de la convention collective de travail n° 41 du 25 mars 1986 concernant le cautionnement est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant du cautionnement ne peut être supérieur respectivement à l'équivalent de un ou trois mois de rémunération selon que la rémunération annuelle ne dépasse pas ou dépasse 39.824 euros.

Ce montant de rémunération est adapté chaque année à l'indice des salaires conventionnels pour employés du troisième trimestre conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

Le résultat est arrondi conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup> de la convention collective de travail n° 78 du 30 mars 2001 relative à l'introduction de l'euro dans les conventions collectives de travail.

Les nouveaux montants entrent en vigueur le 1er janvier de l'année qui suit celle de leur adaptation.

Pour l'application de l'alinéa 2, il faut entendre par :

- 1° indice des salaires conventionnels pour employés : l'indice établi par le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sur base du calcul de la moyenne du traitement des employés adultes du secteur privé tel qu'il est fixé par convention collective de travail ;
- 2° montant de base : le montant en vigueur au 1er janvier 2016 ;
- 3° nouvel indice : l'indice du troisième trimestre 2016 et des années suivantes ;
- 4° indice de départ : l'indice du troisième trimestre 2015. »

## Article 2

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles le treize avril deux mille seize.

x                    x                    x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

-----

## **MODIFICATION DES COMMENTAIRES DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 41 DU 25 MARS 1986 CONCERNANT LE CAUTIONNEMENT**

---

Le 13 avril 2016 les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail n° 41 bis modifiant la convention collective de travail n° 41 du 25 mars 1986 concernant le cautionnement.

Ces modifications ont pour objectif d'adapter la convention collective de travail n° 41 concernant le cautionnement compte tenu de l'abrogation, par la loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais des préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement, des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relatives au préavis.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont également jugé nécessaire de modifier les commentaires de la convention collective de travail n° 41 comme suit :

Commentaire sous l'article 4 de la convention collective de travail n° 41

Le Commentaire sous l'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de rémunération de 39.824 euros suit une évolution conformément aux conditions et modalités fixées par le présente convention collective de travail. L'article 131, § 2, première phrase et § 4 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sert de base à cette formule d'adaptation.

Le montant ainsi adapté est publié annuellement sur le site internet du Conseil national du Travail. »

---

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	15/04/2016	2016-4762
REGISTRATIE	02/05/2016	132782/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 41 BIS

---

Zitting van woensdag 13 april 2016

---

Collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 van 25 maart 1986 betreffende de borgtocht

x x x



**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 41 BIS VAN 13 APRIL 2016 TOT  
WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 41 VAN 25 MAART  
1986 BETREFFENDE DE BORGTOCHT**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met name artikel 23, eerste lid, dat bepaalt dat van de werknemer alleen een borgtocht mag worden gevraagd overeenkomstig de bepalingen voorzien in een collectieve arbeidsovereenkomst, of, bij gebrek aan een dergelijke overeenkomst, in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad en bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaard;

Gelet op de wet van 26 december 2013 betreffende de invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden inzake de opzeggingstermijnen en de carenzdag en begeleidende maatregelen, met name de artikelen 24, 1° en 41;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 van 25 maart 1986 betreffende de borgtocht, geregistreerd op 9 april 1986 onder het nummer 15.936/CO/CNT;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 tot doel heeft de bepalingen vast te stellen krachtens welke van een werknemer een borgtocht mag worden gevraagd, bij gebrek aan een andere collectieve arbeidsovereenkomst die in dergelijke bepalingen voorziet;

Overwegende dat het bedrag van de borgtocht volgens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 wordt vastgesteld naargelang van het jaarloon van de werknemer en jaarlijks wordt aangepast;

Overwegende dat het bedrag van de borgtocht door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 wordt vastgesteld naargelang het jaarloon niet hoger of hoger is dan 811.000 Belgische frank, welk bedrag overeenstemt met de loongrens die krachtens artikel 67 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten vanaf 1 januari 1986 van toepassing is voor de bepaling van de duur van de proeftijd voor bedienden;

Overwegende dat artikel 67 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten op 1 januari 2014 werd opgeheven door de wet van 26 december 2013 betreffende de invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden inzake de opzeggingstermijnen en de carenzdag en begeleidende maatregelen;

Overwegende evenwel dat het bedrag van 811.000 Belgische frank wordt behouden als spilloon, dat door de Nationale Arbeidsraad wordt vastgesteld als een autonome norm, maar dat het bedrag moet worden omgerekend in euro, en dat voor die omrekening het in artikel 67 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten vastgestelde loonbedrag, zoals het aangepast had moeten worden op 1 januari 2016, in aanmerking moet worden genomen;

Overwegende dat artikel 4, tweede alinea van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 voorziet in een jaarlijkse aanpassing van het bedrag van het spilloon en daarvoor verwijst naar artikel 131 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Overwegende dat het genoemde artikel 131 met name de nadere regels bepaalde voor de aanpassing van het in artikel 67 van dezelfde wet vermelde bedrag, tot die laatste bepaling werd opgeheven;

Overwegende dat die aanpassing voortaan moet worden doorgevoerd door de Nationale Arbeidsraad en dat de verwijzing naar artikel 131 van de wet van 3 juli 1978 dus niet meer wenselijk is en moet worden vervangen door een berekeningswijze die eigen is aan de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41;

Overwegende evenwel dat van de aanpassingsformule van artikel 131 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten moet worden uitgegaan voor een aanpassingsformule die eigen is aan de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41, met inachtneming van de nodige aanpassingen;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78 van 30 maart 2001 betreffende de invoering van de euro in de collectieve arbeidsovereenkomsten voortaan van toepassing zal moeten zijn, wat betreft de erin vervatte regels voor de afronding van de bedragen.

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- "l'Union des Classes moyennes"
- de Unie van Zelfstandige Ondernemers

cao nr. 41 bis

- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 13 april 2016 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

#### Artikel 1

Artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 van 25 maart 1986 betreffende de borgtocht wordt vervangen als volgt:

"Het bedrag van de borgtocht mag niet hoger zijn dan respectievelijk een of drie maanden loon naargelang het jaarloon niet hoger of hoger is dan 39.824 euro.

Dat loonbedrag wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de regelingslonen voor bedienden van het derde trimester overeenkomstig de volgende formule: het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer.

Het resultaat wordt afgerond overeenkomstig artikel 2, § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78 van 30 maart 2001 betreffende de invoering van de euro in de collectieve arbeidsovereenkomsten.

De nieuwe bedragen treden in werking op 1 januari van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing.

Voor de toepassing van de tweede alinea wordt verstaan onder:

- 1° indexcijfer van de regelingslonen voor bedienden: het indexcijfer zoals vastgesteld door de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg op basis van de berekening van het gemiddelde van de lonen, zoals vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, van de volwassen bedienden van de particuliere sector;
- 2° basisbedrag: het bedrag dat op 1 januari 2016 van kracht is;
- 3° nieuw indexcijfer: het indexcijfer van het derde trimester van 2016 en van de volgende jaren;
- 4° aanvangsindexcijfer: het indexcijfer van het derde trimester van 2015."

## Artikel 2

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op dertien april tweeduizend zestien.

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

-----

## WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 41 VAN 25 MAART 1986 BETREFFENDE DE BORGTOCHT

-----

Op 13 april 2016 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 bis gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 van 25 maart 1986 betreffende de borgtocht.

De wijzigingen hebben tot doel de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 betreffende de borgtocht aan te passen, gelet op het feit dat de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 die handelen over de opzegging werden opgeheven door de wet van 26 december 2013 betreffende de invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden inzake de opzeggingstermijnen en de carenzdag en begeleidende maatregelen .

De werkgevers- en werknemersorganisaties hebben het ook noodzakelijk geacht de commentaar bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 41 als volgt te wijzigen:

De commentaar bij artikel 4 wordt vervangen als volgt:

"Het loonbedrag van 39.824 euro volgt een ontwikkeling overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels die zijn vastgesteld door deze collectieve arbeidsovereenkomst. Voor die aanpassingsformule wordt uitgegaan van artikel 131, § 2, eerste zin en § 4 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het aldus aangepaste bedrag wordt jaarlijks gepubliceerd op de website van de Nationale Arbeidsraad."

-----